

TEIN4citizens – Engaging civil society in cross-border regions for the future of Europe

Être un citoyen européen, qu'est-ce que ça signifie ?

Droits de l'homme, droits civiques et devoirs

De quels droits fondamentaux est-ce que je dispose en tant que citoyen européen ? Par quels institutions et instruments de l'Union européenne sont-ils protégés ? Et selon moi, quel rôle devrais jouer l'UE à ce niveau-là dans le futur ? Ces questions ont été débattues par des représentants d'organisations issues de la société civile, des académiciens, des citoyens et des représentants de structures gouvernementales et publiques lors d'une conférence s'étant tenue à Belfast (Irlande du Nord) le 11 mars 2019. Dans le contexte des négociations autour du Brexit, les participants venus de la frontière Irlande- Irlande du Nord et d'autres frontières européennes ont partagé leurs réflexions, leurs peurs et leurs propositions pour le futur de l'Europe.

De manière générale, et dans le contexte historique du conflit Nord-irlandais qui s'est terminé avec le Good Friday Agreement de 1998, il est clair que les participants attribuaient une importance considérable à la manière dont l'UE soutient le processus de paix sur l'île d'Irlande. Ainsi, de nombreux participants ont fait part de leurs inquiétudes quant à la manière dont leurs droits fondamentaux vont être protégés à l'avenir, que ce soit pour les citoyens européens et pour les non-européens vivants à la frontière Irlande-Irlande du Nord.

Protéger les droits des citoyens européens dans l'Europe de demain

Dans l'Europe de demain imaginée par les participants à la conférence, les droits fondamentaux de tous les citoyens européens seront respectés. D'abord, il a été souligné que le droit européen et les institutions européennes jouent un rôle crucial dans la protection de ces droits. La Cour de Justice de l'UE, par son interprétation de la Charte européenne des droits de l'Homme¹, mais également d'autres institutions de l'UE comme le Parlement européen, sont des garants de la protection des droits de l'Homme et des droits civiques sur lesquels reposent les valeurs européennes et le processus de paix en Irlande et dans d'autres régions conflictuelles en Europe. Ensuite, la Convention européenne des droits de l'Homme² (CEDH) et la Charte sociale européenne³, créées par le Conseil de l'Europe, sont des instruments clés dans ce domaine. Ainsi, la mission de la Cour européenne des droits de l'Homme (juger les violations présumées des droits civils et politiques inscrits dans la CEDH) fait partie intégrante de la vision qu'avaient les participants du futur de l'Europe. Toutefois, ils ont également souligné le fait que les institutions européennes devaient être vigilantes quant à la manière dont sont appliquées les directives sur le terrain.

“Il est temps de prendre conscience que les droits mènent à la paix, et vice versa ”

Au niveau local, le droit à la libre circulation est une valeur importante et intégrée à la vie quotidienne de la population. Du point de vue de citoyens vivant à la frontière Irlande-Irlande du Nord, c'est donc important de préserver le droit de travailler, étudier et habiter dans un autre pays de l'UE. De plus, les programmes de financement européen ont eu un impact majeur sur la région frontalière irlandaise et

¹ Charter of fundamental rights of the European Union: https://www.europarl.europa.eu/charter/pdf/text_en.pdf

² European Convention on Human rights: https://www.echr.coe.int/Documents/Convention_ENG.pdf

³ European Social Charter: <https://rm.coe.int/168006b642>

sont un élément central de l'Europe de demain pour les participants. Les programmes PEACE de l'UE et les valeurs qui les accompagnent ont notamment joué un rôle crucial dans le processus de paix sur l'île d'Irlande. Dans le futur, l'UE devrait donc continuer à soutenir ces programmes. Cependant, afin de garantir la protection des droits des citoyens, le programme PEACE PLUS devrait inclure un soutien spécifique à une approche du processus de paix basée sur les droits. Au niveau local, **les associations de défense des droits de l'Homme et des droits civiques ont un rôle important à jouer pour soutenir la mise en place des instruments et des politiques de l'UE** qui visent à appliquer aux enjeux économiques et sociaux une approche basée sur les droits.

1. Obstacles identifiés

Lors des discussions autour des droits de l'Homme et des droits civiques à l'échelle européenne, la mauvaise visibilité de l'UE et de ses institutions a été identifiée comme l'un des obstacles principaux. La majorité de la population ne comprend pas les instruments et les institutions de l'UE et n'est pas consciente que l'UE protège les droits fondamentaux de ses citoyens.

“Notre ensemble de droits dépend du poids de l'UE”

D'un point de vue local sur le future de l'Europe, tous les yeux sont tournés vers **le Brexit, qui constitue un obstacle, et, en fonction de l'avancée des négociations, une potentielle menace au développement de la coopération transfrontalière, à l'intégration et au processus de paix.** Les débats ont donc beaucoup tourné autour de la manière de préserver les avancées effectuée grâce à l'UE et au processus de paix. Les participants ont également identifié le Brexit comme une menace à la garantie de leurs droits en tant que citoyens européens, en particulier la libre circulation, l'accès à la santé, et les droits des travailleurs (notamment les travailleurs transfrontaliers). Les droits liés au “Good Friday Agreement” sont aussi en danger, dans le sens où l'UE pourrait ne plus en être garant. Les participants ont enfin fait part de leur inquiétude quant au fait que **le Royaume-Uni n'a pas signé la Charte sociale européenne**, utilisée en République d'Irlande pour protéger les droits des citoyens.

2. Idées et propositions pour le future de l'Europe

Les institutions de l'UE devraient devenir plus accessibles. Les parlementaires européens devraient avoir plus de contacts avec les citoyens et mieux informer la population sur leurs objectifs. Il y a un besoin de plus de communication, notamment sous des formes plus participatives et innovantes. Afin de parler à un plus grand nombre de citoyens, la Commission, le Parlement et le Conseil devraient plus promouvoir la place des femmes en politique. De manière générale, **l'inter-connectivité entre le Parlement européen et d'autres acteurs devrait être renforcée.**

Les participants ont fait part de leur inquiétude concernant la politique extérieure de l'UE. **Une conception des valeurs européenne basée sur les droits devrait se retrouver dans la politique étrangère.** Les méthodes actuelles de contrôle aux frontières externes excluent des populations de l'accès aux droits et aux valeurs européennes.

A la frontière Irlande-Irlande du Nord, l'UE doit continuer à soutenir le processus de paix, notamment en s'assurant que le "Good Friday Agreement" est préservé. Pour certains participants à la conférence, il était particulièrement difficile d'imaginer que le processus de paix et de réconciliation pût continuer sous sa forme actuelle en dehors de l'UE et de ses valeurs de paix. L'UE devrait également soutenir le backstop et faire pression pour la protection des citoyens européens résidant dans un pays hors-UE.

"Les gens associent les droits à des enjeux. Nous avons besoin d'un kit d'outils permettant de demander, créer et mesurer le changement"

Appendice: Programme de la conférence – Belfast, 11 Mars 2019

9.30am	Welcome & Introduction Ruth Taillon, Director, Centre for Cross Border Studies
9.45am	Conference Opening Les Allamby, Chief Commissioner, Northern Ireland Human Rights Commission
10.00am	European Perspectives on EU citizenship Frédérique Berrod, Professor of Public Law, University of Strasbourg
10.20am	Dr Hynek Böhm, Technical University of Liberec
10.40am	Irish Perspectives on EU citizenship Eilis Barry, CEO, FLAC
11.00	Daniel Holder, Deputy Director, CAJ
11.20am	REFRESHMENTS
11.40am	Case Study Emma De Souza, Rights & Justice Collective NI
12.00pm	SMALL GROUP DISCUSSION
1.00pm	LUNCH
2.00pm	Projects using European instruments and law locally Seán Brady, Participation & Practice of Rights Annmarie O'Kane, Border People Dr Claire McCann, Human Rights Consortium
2.40pm	How Human Rights have shaped European values and peacebuilding in Ireland and other European conflict regions Duncan Morrow, Ulster University
3.10pm	EU Peace-funded Human Rights Projects Michael Culbert, Building Positive Relations Brid McKewon, Crossing Borders Breaking Boundaries Mirjam Bader, Politics Plus- The Next Chapter
3.40pm	SMALL GROUP DISCUSSION
4.30pm	CLOSE




Co-funded by the
Europe for Citizens Programme
of the European Union

For more information:

<http://crossborder.ie/mean-eu-citizen-human-rights-civic-rights-entitlements-obligations/>

<http://www.transfrontier.eu/tein4citizens/>

 @TEIN4Citizens

